

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

WT/BFA/26

5 juillet 1996

(96-2688)

**Comité du budget, des finances
et de l'administration**

RAPPORT DE LA REUNION TENUE LE 27 JUIN 1996

Introduction

1. Le Comité du budget, des finances et de l'administration de l'OMC s'est réuni le 27 juin 1996 sous la présidence de M. J. Yokota (Japon). Le mandat et la composition du Comité sont indiqués dans le document WT/L/44/Rev.1. L'ordre du jour figurant dans l'aérogamme WTO/AIR/366 a été adopté.

A. MISES A JOUR ADMINISTRATIVES ET RAPPORTS DE SITUATION

ETAT DE LA TRESORERIE ET ARRIERES DE CONTRIBUTIONS

AU 31 MAI 1996

(CRP(96)14 ET WT/BFA/CONT/17)

PAIEMENTS PAR TRANCHE DES ARRIERES DE CONTRIBUTIONS

(CONTRIBUTIONS POUR 1987 ET LES ANNEES ANTERIEURES)

- RAPPORT DE SITUATION AU 31 MAI 1996

(CRP(96)15)

CONTRIBUTION DES PAYS AYANT LE STATUT D'OBSERVATEUR

AU COUT DES SERVICES FOURNIS PAR LE SECRETARIAT

- RAPPORT DE SITUATION AU 31 MAI 1996

(CRP(96)16)

2. Le Comité a pris connaissance des rapports présentés par le Secrétariat au sujet de l'état de la trésorerie et des arriérés de contributions au 31 mai 1996, des paiements par tranche des arriérés de contributions et de la contribution des pays ayant le statut d'observateur au coût des services fournis par le Secrétariat. Au 31 mai 1996, le montant total des contributions reçues était de 79 756 735 francs suisses et le Fonds de roulement s'élevait à 6 703 580 francs suisses. Comme il était indiqué dans le document WT/BFA/CONT/17, au 31 mai 1996, il n'y avait aucun Membre dans la Catégorie I. Par contre, il y avait huit Membres/anciennes parties contractantes au GATT de 1947 qui n'étaient pas Membres de l'OMC dans la Catégorie II, sept dans la Catégorie III et 21 dans la Catégorie IV des mesures administratives applicables aux pays ayant des arriérés de contributions. Le Belize et l'Ouganda avaient liquidé leurs arriérés et ne figuraient donc plus dans aucune des catégories de mesures administratives. Aucune contribution n'avait été reçue depuis la dernière réunion en ce qui concerne les paiements par tranche des arriérés de contributions.

3. Pour ce qui est des observateurs, les pays ci-après avaient versé une contribution au coût des services fournis par le Secrétariat depuis la dernière réunion du Comité: i) Equateur, ii) ex-République yougoslave de Macédoine, iii) Lituanie, iv) Oman, v) Panama, vi) Fédération de Russie,

vii) Arabie saoudite, viii) Tonga, et ix) Ukraine. Certains Membres ont souligné qu'il était important qu'un observateur liquide ses obligations restant dues avant de devenir Membre de l'OMC.

4. Le Comité a pris note des rapports.

**B. RECOMMANDATION DU GROUPE DE TRAVAIL CHARGE
DE LA SELECTION DU VERIFICATEUR EXTERIEUR
DES COMPTES DE L'OMC**
(CRP(96)13)

5. Le Président a présenté le rapport final (document CRP(96)13) du Groupe de travail chargé de la sélection du vérificateur extérieur des comptes de l'OMC. Il a signalé que, comme cela était indiqué au paragraphe 4, le Groupe de travail avait estimé que tous les candidats étaient hautement qualifiés et qu'ils pouvaient tous répondre aux besoins de l'OMC en matière de vérification des comptes. Il a ensuite appelé l'attention des Membres du Comité sur le paragraphe 9 du rapport, qui exposait les raisons pour lesquelles le Groupe de travail était arrivé à la conclusion figurant au paragraphe 10. Après un examen approfondi, le Groupe de travail avait estimé, pour les raisons exposées aux alinéas a) à c) du paragraphe 9, qu'il devait soumettre au Comité les propositions indiquées dans ledit document. Le Président a également appelé l'attention des Membres du Comité sur l'alinéa d) du paragraphe 9 concernant le système que le Groupe de travail jugeait approprié de mettre en place, à savoir un mandat d'une durée minimale combiné à un appel d'offres tous les cinq ans. Les Membres ont félicité le Groupe de travail pour l'étude approfondie qu'ils avaient effectuée et ont accepté la recommandation figurant dans le rapport. Le Président a exprimé ses remerciements à la Cour des comptes autrichienne pour le service remarquable qu'elle avait fourni à l'OMC lors de la vérification annuelle des comptes qu'elle avait effectuée au cours des dix dernières années.

6. Le Comité recommande au Conseil général:

- a) **de prolonger d'un an le contrat actuel avec la Cour des comptes autrichienne afin de tirer parti de sa connaissance du GATT et de l'OMC pour la vérification extérieure des comptes de 1996 et de faciliter la transition entre elle et le nouveau vérificateur;**
- b) **de désigner la Cour des comptes néerlandaise pour effectuer la vérification extérieure des comptes de l'OMC à partir de l'exercice 1997 en lui donnant un mandat de trois ans de façon à respecter la durée minimale prévue;**
- c) **d'exprimer les remerciements de l'OMC à la Cour des comptes autrichienne pour le service remarquable qu'elle a fourni à l'Organisation lors de la vérification annuelle des comptes qu'elle a effectuée au cours des dix dernières années.**

**C. FONDS D'AFFECTION SPECIALE: PROJET PROPOSE DE
RECOMMANDATION AU CONSEIL GENERAL**
(WT/BFA/W/3)

7. Le Président a rappelé qu'à sa dernière réunion, tenue le 2 mai 1996, le Comité avait examiné les divers éléments inclus dans la "note informelle" du délégué suisse. Le délégué suisse avait demandé que ces éléments fassent l'objet d'une recommandation formelle qui serait présentée par le Comité

au Conseil général pour adoption. Certains Membres ont fait part de leur préoccupation, estimant que les ressources extrabudgétaires ne devaient pas être utilisées pour réaliser des économies sur le budget ordinaire. Il fallait faire une distinction entre les contributions extrabudgétaires et le budget ordinaire concernant les activités d'assistance technique. Le délégué suisse a signalé que le document WT/BFA/W/33 ne traitait que de la transparence des contributions extrabudgétaires. Le Président a déclaré que, en présentant la question au Conseil général, il mentionnerait les préoccupations exprimées par les Membres.

8. **Le Comité recommande ce qui suit au Conseil:**

- a) **Les contributions extrabudgétaires devraient être limitées au financement des activités qui s'inscrivent dans le cadre des activités de l'OMC. Les activités financées selon ce moyen devraient en particulier suivre les lignes directrices, qui doivent être établies, concernant les activités d'assistance technique et de formation de l'OMC.**
- b) **Les contributions extrabudgétaires allouées à l'OMC pour les activités de coopération technique devraient être versées sur un fonds d'affectation spéciale qui sera établi à cette fin.**
- c) **Toutes nouvelles contributions extrabudgétaires devraient être portées régulièrement à l'attention des Membres.**
- d) **Les rapports sur l'état de la trésorerie devraient contenir une indication de la situation propre au(x) fonds d'affectation spéciale.**
- e) **Le Conseil général de l'OMC a approuvé une recommandation (WT/BFA/21, paragraphe 8, WT/GC/M/11, point 3) prévoyant la perception de frais d'administration au taux standard de 13 pour cent des dépenses des fonds d'affectation spéciale. Ces 13 pour cent devraient être utilisés, en règle générale, au titre des "frais d'administration" à la seule fin de couvrir les frais de soutien des activités de coopération technique.**
- f) **Afin d'évaluer l'incidence des activités financées au moyen d'un ou de fonds d'affectation spéciale sur les ressources humaines du Secrétariat (qui sont financées par le budget ordinaire), la proposition budgétaire présentée par le Directeur général, ainsi que son rapport financier, devraient contenir une estimation des heures de travail consacrées chaque année par chaque division aux activités d'assistance technique.**
- g) **Les modalités de gestion et de présentation des rapports concernant le ou les fonds d'affectation spéciale devraient être examinées à la lumière des résultats des débats sur "l'élaboration de lignes directrices pour l'assistance technique de l'OMC".**

D. **AUTRES QUESTIONS**

9. Un membre du Secrétariat a informé le Comité de l'état des recrutements. Les décisions avaient été prises quant à la sélection et des offres avaient été envoyées à presque toutes les personnes choisies pour les postes vacants pour 1996. Une personne avait déjà rejoint le Secrétariat et les autres viendraient

dans un mois ou deux. Les candidats retenus provenaient de pays très divers. Des mémorandums administratifs sur les mouvements du personnel de l'OMC seraient communiqués aux délégations.

10. En réponse à une question posée par un Membre du Comité, le Président a indiqué que les salaires et les pensions ainsi que les statuts et le règlement du personnel formaient un tout et que le Comité étudierait de nouveau les statuts et le règlement du personnel lorsque des décisions auraient été prises sur les salaires et les pensions. Un autre Membre a demandé que la réunion d'information sur l'accès électronique des délégations à la base de données documentaires ait lieu au deuxième trimestre. Le Secrétariat informerait les Membres à ce sujet en temps utile.

11. Un membre du Secrétariat a présenté le document CRP(96)17 concernant le coût de l'interprétation pour les réunions, ainsi que de la traduction et de la reproduction des documents. Si plus d'une réunion était prévue pour une matinée et/ou un après-midi, il fallait une équipe de six interprètes indépendants, dont le coût s'élevait à environ 3 600 francs suisses. Sur la base du nombre de pages traduites et reproduites en 1995, le coût de la traduction d'une page, par langue, s'élevait à environ 140 francs suisses et le coût de la reproduction d'une page à 0,14 franc suisse. En réponse à une question posée par un Membre du Comité, le Secrétariat a fait savoir qu'un montant de quelque 618 000 francs suisses avait été dépensé en 1995 pour le recrutement d'interprètes indépendants.

12. Le Comité a également été informé que le parking souterrain de l'OMC prévu dans l'Accord de siège serait terminé vers la fin, et non pas au début, de 1998 en raison d'une légère modification de l'emplacement.

13. Le Comité a pris note de cette information.